

**Intersyndicale FINANCES de Loire-Atlantique
CGT-CFDT-SOLIDAIRES-FO**

BOYCOTT

des représentants en

CDAS du 19 novembre 2015

AU PLAN LOCAL

Malgré l'action des organisations syndicales, le Secrétariat général a maintenu la **SUPPRESSION D'UN EMPLOI** à la délégation des Services Sociaux de Loire-Atlantique pour 2016 et ce, dans un contexte de tensions et de conditions de travail dégradées.

Nous sommes tous unanimement opposés à la destruction des effectifs des délégations d'Action sociale, au plan central comme au plan local.

AU PLAN NATIONAL

Le groupe de travail de l'Action Sociale du 5 novembre 2015 a été boycotté par l'ensemble des syndicats représentatifs pour contester la baisse sans précédent du budget.

28 millions d'euros

sans compter la réserve de précaution et autres gels.

Nous n'acceptons pas l'annulation de la subvention 2016 à l'association ALPAF (Logement et Prêts).

Avec un tel budget de pénurie :

*Quel avenir pour les prestations d'action sociale ?
Quel avenir pour les colonies de vacances d'EPAF ?
Quelles seront les propositions de vacances familles ?
Quel avenir pour les prestations logement et les prêts ?
Quel avenir pour la restauration collective ?*

Les Ministères économiques et financiers ont pris une décision sans précédent à l'action sociale, celle de réduire de façon drastique son budget.

Toutes ces mesures ont été prises unilatéralement, avec le plus grand mépris pour les agents et pour le dialogue social. Les Fédérations des Finances font le constat d'une rupture totale du dialogue social du fait de la seule responsabilité de l'Administration.

Pour tous ces motifs, les syndicats des Finances de Loire-Atlantique, CGT, CFDT, Solidaires et FO, ne participeront pas au CDAS du 19 novembre 2015, les conditions d'un dialogue social réel et constructif n'étant pas réunies.

ACTION SOCIALE EN DANGER